

L'économie industrielle

L'industrie réunionnaise⁽¹⁾ emploie, au 31 décembre 2004, 13 800 salariés dans un peu plus de 3 000 établissements, soit 7% de l'emploi salarié. Elle génère 581,6 millions d'euros de valeur ajoutée.

	Nombre d'établissements	Effectifs salariés	Indice de concentration ⁽²⁾
Industrie agroalimentaire	906	5 075	29,8%
Biens de consommation	945	2 409	34,0%
Biens d'équipement	659	3 187	16,6%
Biens intermédiaires	538	3 148	24,0%
Industrie entière	3 048	13 819	12,4%

Source : Insee, CLAP 2004

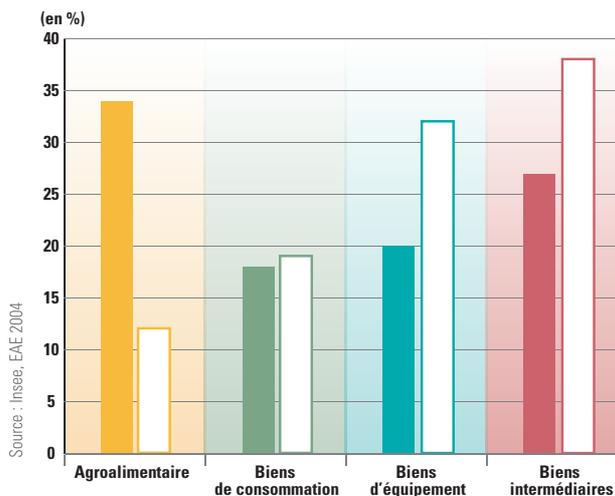
Des PMI tournées vers l'agriculture et le BTP

Le tissu industriel réunionnais est peu orienté vers l'industrie lourde. Les secteurs liés à la production ou la transformation de matières premières comme les mines, la métallurgie et la chimie sont sous-représentés par rapport à la métropole. Les activités de constructions navales, aéronautiques et ferroviaires sont quasi-absentes du paysage réunionnais.

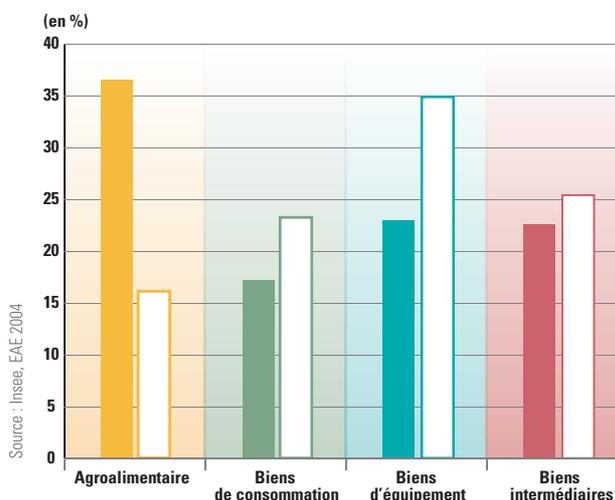
Les industries agroalimentaires représentent plus du tiers de la valeur ajoutée industrielle et de l'emploi salarié, soit une part deux à trois fois plus importante qu'en métropole.

Les industries des biens d'équipement et des biens intermédiaires sont principalement tournées vers le secteur du BTP. Elles représentent respectivement 20% et 27% de la valeur ajoutée générée par l'industrie et totalisent 42% des emplois salariés. En métropole, ces deux grands secteurs sont plus orientés vers l'industrie automobile et l'industrie lourde.

Les industries destinées à la consommation constituent, avec 19% de la richesse industrielle, le dernier pôle de l'industrie réunionnaise.



Répartition de la valeur ajoutée industrielle par secteur d'activité



Répartition des salariés industriels par secteur d'activité

⁽¹⁾ Les chiffres fournis dans ce chapitre ne couvrent ni l'énergie, ni le tabac. Le secteur de l'énergie est décrit dans la partie relative aux enjeux majeurs de l'industrie.

⁽²⁾ Voir la définition en annexes.

Source : Insee, EAE 2004 et SIE 1994-2003

Évolution annuelle 1994 - 2003 (%)		
Indicateurs comptables	Industrie (hors tabac et énergie)	Ensemble économie
Chiffre d'affaires	5,2%	7,7%
Consommations intermédiaires	5,4%	9,5%
Valeur ajoutée (VA)	4,7%	8,3%
Frais de personnel	5,0%	7,9%
Excédent Brut d'Exploitation / VA	-0,5%	0,7%
Investissement (ou Formation Brute de Capital Fixe)	-2,1%	5,4%

Répartition des établissements selon la taille

Source : Insee, CLAP 2004

	0 salarié	De 1 à 9 salariés	De 10 à 49 salariés	50 salariés ou plus	Ensemble
Agroalimentaire	461	345	81	19	906
Biens de consommation	599	292	48	6	945
Biens d'équipement	234	327	94	4	659
Biens intermédiaires	246	197	85	10	538
Ensemble	1 540	1 161	308	39	3 048

Les établissements industriels sont de petite taille : 1 600 établissements n'emploient aucun salarié. Une seule entreprise dépasse les 250 salariés. Le parc est donc composé presque exclusivement de Petites et Moyennes Industries. De plus, les entreprises à vocation multinationale sont peu nombreuses : 96% des entreprises sont des mono-établissement, 3% ont deux établissements et 1% en ont trois ou plus.

Croissance plus lente que dans l'économie marchande

Avec une croissance moyenne de valeur ajoutée de 4,7% par an entre 1994 et 2003, l'évolution de l'industrie est plus soutenue à La Réunion qu'en métropole. On observe néanmoins une diminution du poids relatif de l'industrie dans l'économie réunionnaise marchande suite à l'essor soutenu de la demande de services depuis une dizaine d'années. L'économie marchande a vu sa valeur ajoutée croître en moyenne de 8,3% par an.

De même, les effectifs salariés industriels ont une croissance annuelle moyenne plus faible que l'ensemble des salariés du secteur marchand : 2,9% contre 3,7% entre 1993 et 2004. La faible croissance de l'emploi industriel peut aussi s'expliquer par l'externalisation dans le secteur des services de métiers autrefois répertoriés dans l'industrie comme les ingénieurs d'études, les comptables, les ouvriers de maintenance et de nettoyage ; ainsi que par l'apparition du travail intérimaire,

très présent dans l'industrie et comptabilisé dans les services.

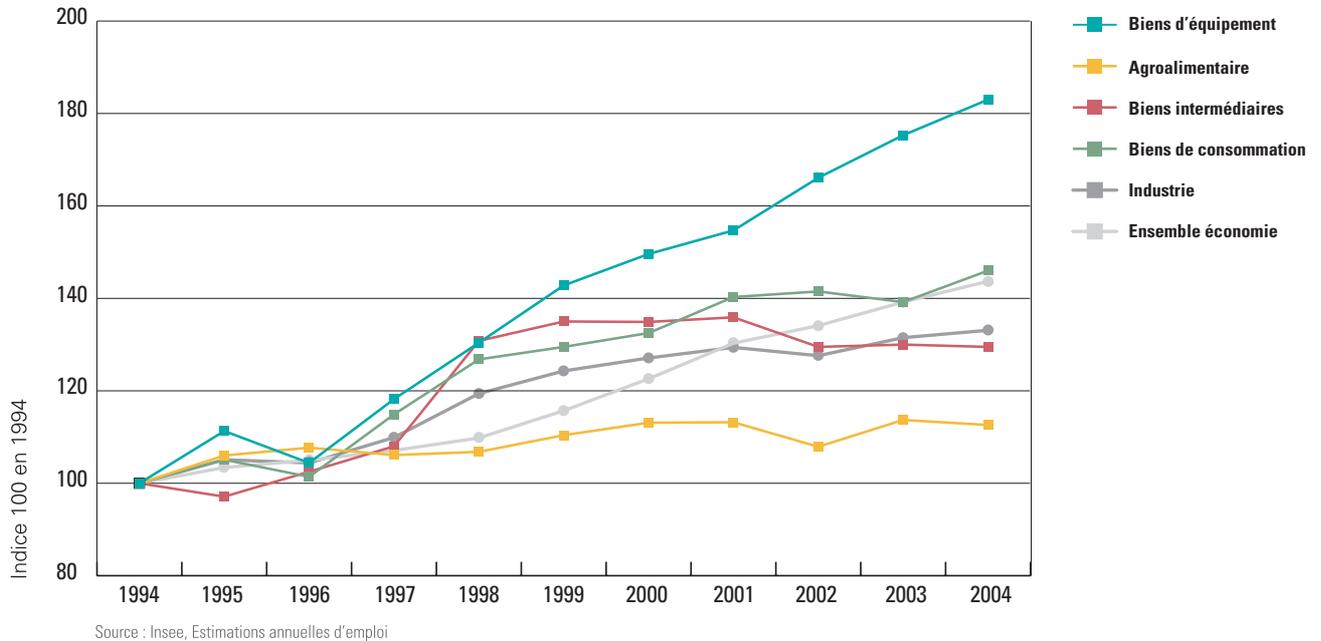
Mis à part le secteur des biens d'équipement, tous les secteurs industriels croissent à des rythmes moins rapides que l'ensemble de l'économie marchande. L'agroalimentaire fait preuve d'un dynamisme modéré. Aucun secteur agroalimentaire n'atteint un taux de croissance supérieur à 6%. L'augmentation du nombre de salariés de l'industrie depuis dix ans est portée pour l'essentiel par celle de l'industrie des biens d'équipement. Ce secteur se place à présent en deuxième position, derrière l'agroalimentaire.

De même, l'évolution de la richesse créée a été également plus soutenue dans l'industrie manufacturière. Avec respectivement 8,3%, 10,1% et 12,3% de hausse annuelle moyenne de valeur ajoutée, les industries des biens d'équipements, la métallurgie et l'industrie du bois ont été dynamiques. Parmi les industries des biens de consommation, les activités d'édition ont crû le plus rapidement à un rythme annuel de 6,2%.

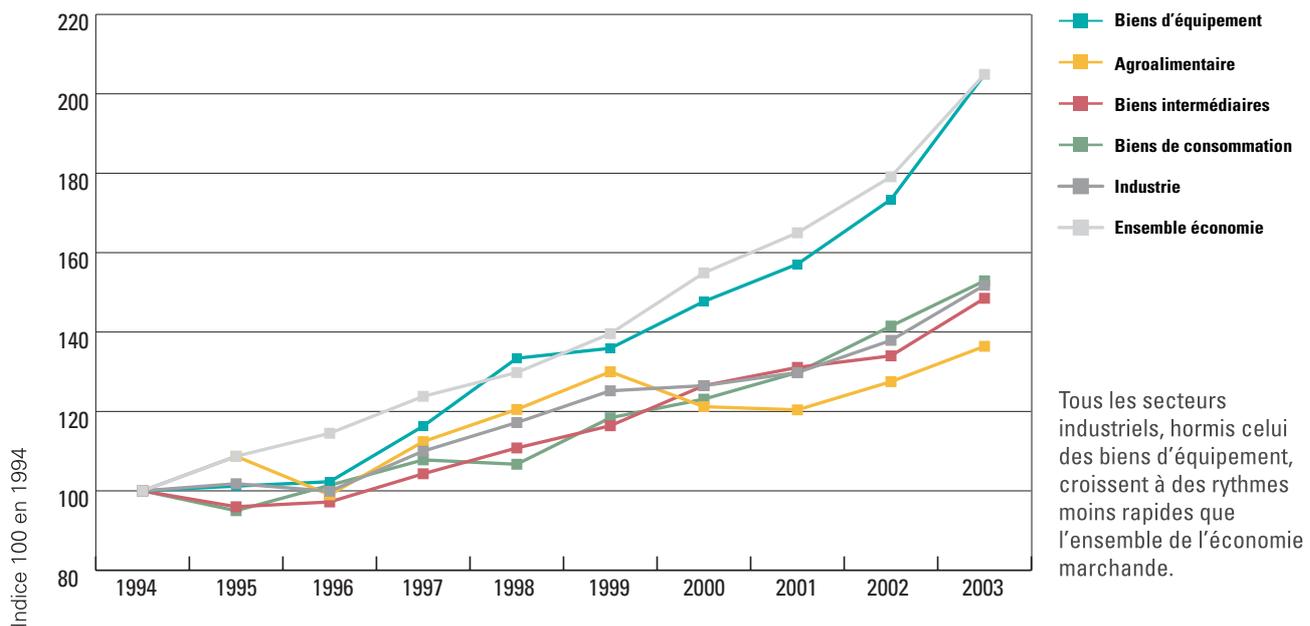
la place de l'industrie

dans l'économie régionale

Évolution de l'emploi salarié
(hors tabac et énergie)

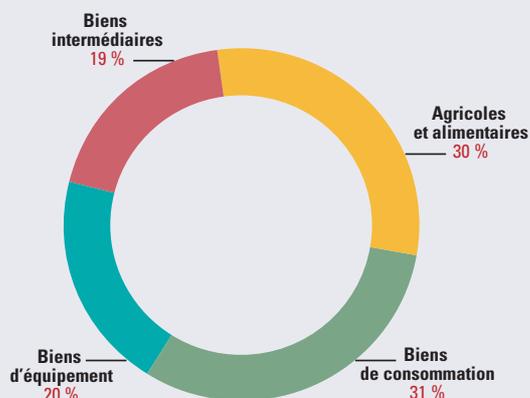


Évolution de la valeur ajoutée
(hors tabac et énergie)



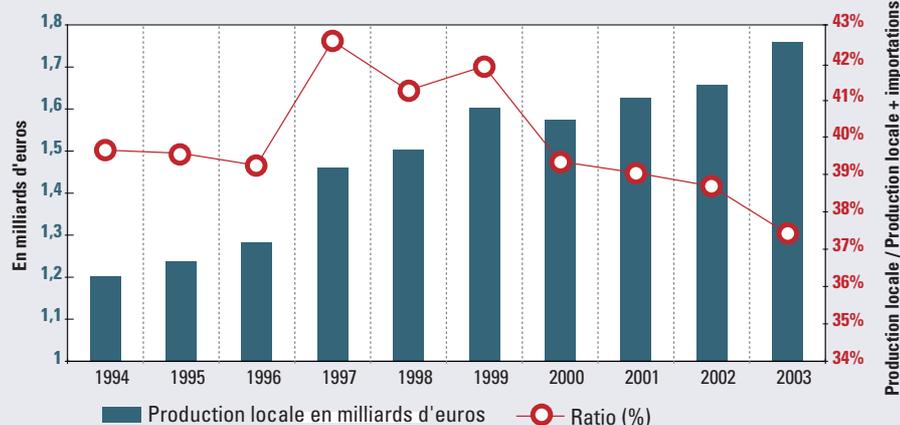
Tous les secteurs industriels, hormis celui des biens d'équipement, croissent à des rythmes moins rapides que l'ensemble de l'économie marchande.

Répartition des créations d'entreprises par secteur d'activité en 2005



Source : Insee (SIRENE, Champ ICS)

Évolution de la production locale industrielle



Source : Insee, Comptes économiques

⁽³⁾ Taux de création : nombre de créations observées en 2005 rapporté au stock répertorié au 1^{er} janvier 2005.

⁽⁴⁾ Taux de survie : rapport du nombre d'entreprises créées en 2001 et existantes au 1^{er} janvier 2006 sur le nombre d'entreprises créées en 2001.

⁽⁵⁾ Les Biens d'équipement importés et exportés sont les produits de l'automobile et autres matériels de transport ainsi que les machines et équipements mécaniques et électroniques.

Évolution rapide du tissu industriel

Le poids de l'industrie, hors énergie et tabac, dans l'économie réunionnaise est moindre qu'en métropole, tant au regard des effectifs salariés (7% pour 17% en métropole) que de la valeur ajoutée (7% pour 17% en métropole). En revanche, La Réunion n'est pas soumise au processus de désindustrialisation observé en métropole où les effectifs salariés et le nombre d'entreprises sont à la baisse. On recense 2 900 entreprises en 2005. Le nombre d'industries réunionnaises a cru de 38% en dix ans, de 1994 à 2005. Dans le même temps, le stock d'entreprises industrielles a diminué en France métropolitaine de plus de 11%. Cette évolution plus rapide du parc industriel réunionnais est similaire à celle de l'ensemble des entreprises de l'île : un nombre de créations et de disparitions plus élevé qu'en métropole.

Le taux de création⁽³⁾ des entreprises industrielles est deux fois plus élevé qu'en France métropolitaine. En 2005, on enregistre 436 créations, soit un taux de 15%. Sur la décennie observée, le nombre de créations a chuté de 27% en métropole, il a augmenté de 11% à La Réunion. Cette hausse n'est pas continue. Entre 1997 et 2000, puis en 2002, le nombre de créations a diminué ; puis il est reparti à la hausse à partir de 2003. La loi pour l'initiative économique d'août 2003 (dite « loi Dutreil ») a contribué au renouveau des créations d'entreprises sur tout le territoire français.

Ce fort taux de création s'accompagne d'un taux de survie⁽⁴⁾ plus défavorable qu'en métropole : 48% des industries réunionnaises survivent à leur cinquième année pour 55% en métropole. La préparation préalable des créateurs d'entreprises – études financières, prêts et aides divers, choix du type d'entreprise, etc. – influence la chance de survie d'une entreprise.

En revanche, ces caractéristiques du secteur industriel sont moins aiguës que dans l'appareil productif réunionnais :

- le taux de création d'entreprises dans l'industrie est inférieur aux autres secteurs (sauf transport) en raison de l'importance des investissements matériels,
- le taux de survie à cinq ans est plus élevé dans l'industrie que dans les autres secteurs, sauf transport (48% contre 43% dans les autres secteurs).

Les industries agroalimentaires et de biens de consommation sont les plus créatrices d'entreprises, respectivement 30% et 31% des entreprises créées appartiennent à ces deux secteurs, contre 35% et 33% pour la métropole. Les industries des biens d'équipement et des biens intermédiaires regroupent respectivement 20% et 19% des entreprises créées (contre 13% et 18% en métropole) et leur taux de survie à 5 ans sont les plus élevés.

Les importations industrielles augmentent plus vite que la production locale

La production locale a augmenté de 46% en dix ans. Mais ce rythme ne suffit pas à couvrir les besoins des ménages et des entreprises. Les importations ont augmenté plus rapidement : 61% en dix ans.

En 2003, la production locale industrielle (1,76 milliard d'euros) est nettement inférieure aux importations (2,95 milliards d'euros), excepté dans l'agroalimentaire où les importations (489 millions d'euros) sont une fois et demie inférieures à la production. Toutes les branches de production agroalimentaire sont concernées.

Le ratio de la production locale par rapport aux produits importés (tous types de produits) a eu tendance à diminuer pour l'ensemble de l'industrie : 39,6% en 1994 à 37,4% en 2003. Ce mouvement général de perte de part de marché n'a pas été continu. La production locale a en effet crû plus vite que les importations jusqu'en 1999 pour se tasser par la suite au profit de l'import.

Ce processus a été plus soutenu dans l'industrie des biens de consommation (-3,3 points), ainsi que dans les industries agricoles et alimentaires autres que les branches « sucre, rhum » et « viandes et lait » (-5,4 points). A contrario, les productions de biens d'équipement⁽⁵⁾, de biens intermédiaires ainsi que de viandes et de lait ont particulièrement contribué au développement de l'import-substitution, avec des ratios en croissance respective de +3 et +3,9 points entre 1994 et 2003. Le ratio de la branche « sucre, rhum » est resté stable.

la place de l'industrie dans l'économie régionale

Des exportations à développer

Le marché réunionnais est isolé, la plupart des matières premières sont éloignées et leur coût d'acheminement élevé. Il est également étroit, il ne permet pas d'importantes économies d'échelle. Cette étroitesse du marché intérieur conduit certains industriels à trouver de nouveaux marchés hors de La Réunion pour leurs produits industriels. En 2004, le chiffre d'affaires réalisé à l'export par les entreprises de 10 salariés ou plus se monte à 157,3 millions d'euros, soit 9,2% du chiffre d'affaires total. Ce ratio est stable depuis 1994. Ce qui montre bien les difficultés qu'ont les entreprises à se positionner à l'international.

Le sucre qui représente encore plus de la moitié des exportations industrielles a vu cette part régresser de 12 points en 9 ans. La part des exportations des autres produits agroalimentaires et celle des biens d'équipement ont progressé entre 1994 et 2003 de respectivement 8 et 4 points. Ces produits représentent, en 2003, un tiers des exportations industrielles.

Les exportations se heurtent à un certain nombre d'obstacles. Le manque de débouchés ainsi que la faible compétitivité des prix sont des facteurs explicatifs du volume modeste de produits exportés. Les entreprises réunionnaises sont limitées par des coûts élevés de production, de la main d'œuvre et du fret, des fortes barrières douanières et administratives. La forte valeur de l'euro contribue également à freiner les exportations.

La France métropolitaine est un marché privilégié : avec 70% du total des exportations. Elle reçoit pour l'essentiel des produits agroalimentaires (sucre), mais aussi d'autres produits industriels dont 10% de biens d'équipement. Les pays de la zone océan Indien sont destinataires de 10% des exportations réunionnaises. Ils se fournissent peu en biens agroalimentaires et importent des biens manufacturés (intermédiaires et d'équipement). Les 20% des exportations restantes sont essentiellement des produits agricoles et alimentaires achetés principalement par le Japon et les États Unis.

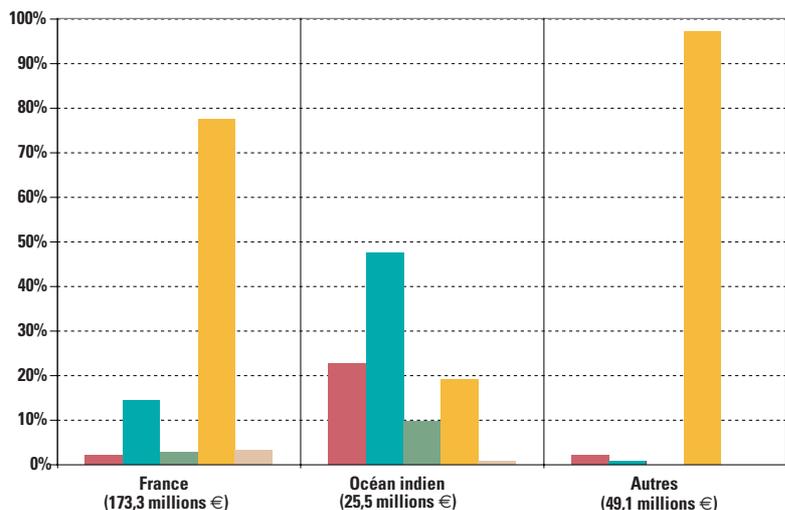
Faible progression de la productivité du travail⁽⁶⁾ et déficit de cadres

La productivité annuelle moyenne du travail a crû de 1,1% dans l'industrie contre 2,8% dans l'ensemble de l'économie marchande. La différence avec la métropole est très nette en ce qui concerne les gains de productivité du travail puisqu'en métropole, l'industrie est le secteur où la progression est la plus soutenue. En 2004, dans les entreprises de 10 salariés ou plus, elle est de l'ordre de 49 000 €/salarié pour 47 000 €/salarié dans l'économie marchande, ce qui est nettement inférieur à celle de la métropole (55 000 €/salarié dans les entreprises de plus de 20 salariés). Cela est partiellement dû à :

- un plus faible développement de la R&D et d'activités de pointe,
- une taille d'entreprise et/ou d'activités différentes.

En outre, la différence de structure des emplois, à activité comparable, permet d'expliquer le niveau moins élevé de la productivité de l'industrie réunionnaise. Il y a un décalage vers le bas de la structure de l'emploi industriel à La Réunion. Les cadres et les professions intermédiaires sont en déficit et par conséquent, les employés et les ouvriers sont surreprésentés. La mesure de la productivité du travail (valeur ajoutée par salarié) peut être complétée par l'indicateur de la productivité horaire du travail⁽⁷⁾. Cet indicateur prend en compte le nombre d'heures effectivement travaillées par salarié. Ainsi, en 2004, la durée hebdomadaire du travail dans l'industrie est de 36 heures à La Réunion pour 37 heures 40 en métropole.

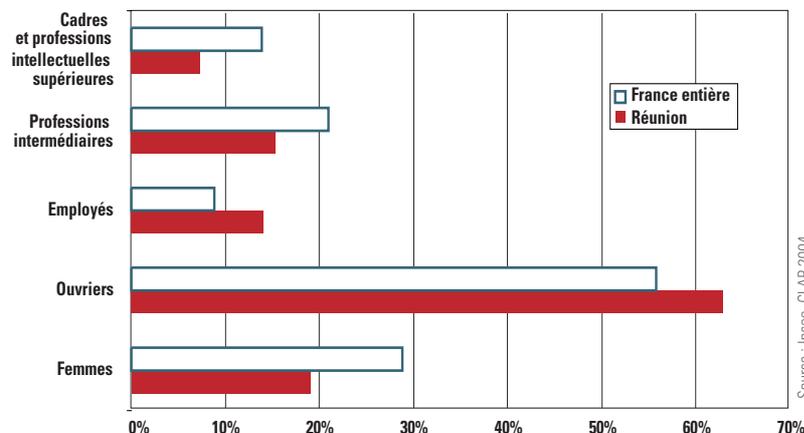
Les exportations industrielles par type de produit et zone géographique



Source : Douanes, statistiques du commerce extérieur, 2003

- Biens intermédiaires
- Biens d'équipement
- Biens de consommation
- Produits des industries alimentaires
- Produits de la culture et de l'élevage

Répartition des salariés industriels



Source : Insee, CLAP 2004

⁽⁶⁾ Productivité du travail : valeur ajoutée / nombre de salariés.

⁽⁷⁾ Productivité horaire du travail : valeur ajoutée / (nombre de salariés X durée du travail).